

Consultation publique de la CRE relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril 2016

Réponse d'EDF

6 novembre 2015

A titre liminaire, EDF constate que l'impact des demandes de variation du revenu autorisé et celui de la baisse des souscriptions de capacités des deux gestionnaires de transport sont susceptibles d'induire une hausse tarifaire très forte de 6,6% pour GRTgaz et de 7,2% pour TIGF.

EDF est consciente du contexte de baisse de la demande mais souhaite attirer l'attention de la CRE quant à l'effet néfaste de prévisions de souscription qui seraient trop prudentes de la part des GRT. En effet, des tarifs très élevés pourraient potentiellement créer un effet d'éviction par rapport à des réservations de capacité qui auraient normalement eu lieu. EDF craint notamment un potentiel « cercle vicieux » qui pérenniserait les hausses tarifaires d'une année sur l'autre.

Par ailleurs, EDF estime qu'une bonne visibilité concernant le traitement de la hausse tarifaire est nécessaire. En particulier, EDF souhaite qu'une décision rapide soit prise sur l'affectation de la hausse entre l'aval et l'amont.

Enfin, EDF souhaite pouvoir poursuivre ses échanges avec la CRE concernant :

- (i) la révision de la tarification des capacités d'entrée en Belgique depuis le terminal de Dunkerque au PIR Alveringem dans les conditions prévues par la délibération de la CRE du 12 juillet 2011 et ;
- (ii) les demandes de services de transport (rebours interruptible du PEG Nord à Pitgam et tarif de transport interruptible courte distance du PIR Dunkerque à Pitgam) déjà évoquées en fin d'année 2014 et en début d'année 2015.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT6 ?

Sur le fond de la proposition, EDF n'est pas opposée à une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS et partage la proposition de la CRE d'étudier cette question dans le cadre plus large de l'ATRT6.

Néanmoins, EDF estime que cette proposition d'évolution ne serait pas de nature à inciter davantage les fournisseurs à souscrire des capacités de stockage au-delà de leurs obligations réglementaires. En effet, le coût de la capacité aux PITS ne représente qu'une très faible part du coût global de stockage qui, de surcroît en France, est déjà en dehors de la monnaie.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessus, d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'interface transport – stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?

EDF est favorable à l'introduction d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'interface transport – stockage (CITS) qui est de nature à simplifier les offres aux PITS et qui permet d'éviter une source d'incompréhension avec GRTgaz étant donné que les parts fermes et interruptibles des capacités évoluent dans le temps avec les modalités actuelles d'allocation.

Question 3 : Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1er avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeur, envisageriez-vous de souscrire ce produit?

EDF constate que la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach à compter du 1^{er} avril 2016 n'est pas assortie d'investissements physiques et n'est possible que lorsque les nominations Allemagne vers France sont suffisantes pour opérer un flux contractuel. Par conséquent, EDF indique qu'une telle commercialisation ne doit pas se faire au détriment de la disponibilité des capacités interruptibles et des expéditeurs qui ont souscrit des capacités rebours. EDF rappelle également qu'il est fondamental d'assurer une stabilité régulatoire dans le temps.

Par ailleurs, étant entendu qu'il s'agit de capacités fermes entre la France et l'Allemagne, EDF considère que le tarif doit être basé sur des fondements économiques afin de recouvrir les coûts induits. En outre, EDF estime que la comparaison du tarif des capacités fermes additionnelles à Obergailbach avec le niveau de tarif proposé par GRTgaz pour les capacités France-Belgique au PIR Alveringem (45 €/MWh/j/an) n'est pas pertinente. En effet, le tarif au PIR Alveringem a été déduit du tarif des capacités à rebours interruptible, lequel est purement déterminé sur des bases commerciales et non sur des fondements économiques¹.

Question 4 : Etes-vous favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD ? Dans l'affirmative, quelles évolutions de l'indicateur proposeriez-vous ?

EDF est favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD qui est de nature à améliorer les prévisions des expéditeurs leur permettant ainsi de minimiser leur exposition au prix de règlement de déséquilibre.

Question 5 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur portant sur la fiabilité de l'indicateur de stock en conduite projeté ?

EDF est favorable à la création d'un indicateur portant sur la fiabilité de l'indicateur de stock en conduite projeté. En effet, ce dernier permet notamment de déterminer la disponibilité des services ALIZES et SET.

¹ Réponse d'EDF du 21 novembre 2014 à la consultation publique de la CRE relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1er avril 2015

Question 6 : Etes-vous favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance ?

EDF est favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance. EDF suggère également de surveiller les programmes de maintenance des GRT entre M-1 et J-1. Toutefois, EDF estime que les GRT ne doivent pas s'organiser de manière à respecter l'indicateur mais doivent bien viser à rendre les capacités disponibles dans les meilleurs délais.

Question 7 : Avez-vous d'autres commentaires ou propositions concernant le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT ?

EDF n'a pas d'autres commentaires concernant le dispositif de régulation incitative.

ooOoo